

L'énergie, un enjeu d'avenir en Europe centrale

Par [JFB](#) le ven 01/06/2007 - 14:30

Les problèmes de dépendance énergétique (coût, pressions politiques, sécurité de l'approvisionnement) sont une des questions majeures pour l'avenir de l'Europe centrale et orientale. Quelles réponses peuvent être apportées dans les quarante prochaines années ?

Les positions des différents pays d'Europe centrale et orientale divergent fortement, entre le différend autour de la centrale nucléaire tchèque de Temelin, les énergies renouvelables autrichiennes, les problèmes d'approvisionnement de l'Ukraine, le souvenir de Tchernobyl, etc. A cela s'ajoutent les problèmes environnementaux, qui, largement occultés sous le communisme, commencent à devenir une préoccupation politique majeure. Or, si l'énergie s'annonce être un enjeu fondamental de notre siècle, aucune réponse collective n'est apportée. Pourtant ni les problèmes environnementaux ni les crises énergétiques ne s'arrêtent aux frontières.

L'Union européenne pourrait, suite à la crise actuelle, se refonder sur des projets concrets et de grande ampleur, telle qu'elle l'a fait tout au long de son Histoire (mise en place de l'union douanière et politique agricole commune après l'échec de la communauté européenne de défense, système monétaire après la crise de la chaise vide, etc.). On peut imaginer que l'énergie, qui fait déjà partie intégrante des communautés européennes - avec l'Euratom : Communauté Européenne de l'Energie Atomique- , soit un des sujets d'approfondissement de l'intégration communautaire. L'élargissement de l'Euratom à d'autres énergies et le développement de ses moyens ne pourraient que servir les intérêts des Européens.

Pour l'Europe centrale et orientale, plusieurs pistes sont à explorer. Une harmonisation des sources d'énergie semble nécessaire, harmonisation qui ne soit pas une unification mais qui prenne pour base le maintien de la diversité des sources d'approvisionnement et - au minimum - la concertation des politiques énergétiques nationales. Ceci permettrait de développer l'efficacité des politiques suivies tout autant que d'en consolider les moyens par des économies d'échelle.

Ensuite, selon les sources d'énergie, des convergences d'intérêts semblent possibles. La Commission du Danube, par exemple, est une organisation qui régule les flux de transports du fleuve transeuropéen. On peut imaginer qu'elle soit le cadre naturel pour des discussions sur une exploitation énergétique du fleuve et sur ses impacts environnementaux. La Zone Economique de la Mer Noire est également une organisation majeure, tant en ce qui concerne le bassin marin que pour le transport des hydrocarbures du Proche et Moyen-Orient, mais aussi de la Mer Caspienne et d'Asie centrale.

En terme de réseau électrique, les différents pays pourraient œuvrer à des échanges plus importants, au besoin et au fur et à mesure que se développe l'autonomie énergétique régionale vis-à-vis de la Russie. Une politique communautaire spécifique des Fonds de cohésion et des Fonds structurels pourraient être envisagée. Reste aux pays d'Europe centrale et orientale à être leurs propres avocats en matière d'intégration énergétique au niveau communautaire.

Péter Kovács

•
Catégorie
Agenda Culturel